

CARITAS IN VERITATE

BREVE CRITIQUE¹ DE LA LETTRE ENCYCLIQUE DU SOUVERAIN PONTIFE BENOÎT XVI²

1- INTRODUCTION

La *doctrine sociale* de l'Eglise est l'enseignement des valeurs qui permettent "à notre société d'être humaine et équitable."³ Cette doctrine relève de sa mission, dans une tradition qui remonte aux Actes des apôtres, et qui s'est enrichie des écrits des Pères et des théologiens "à chaque fois que le monde a connu de profondes mutations sociales."⁴ L'encyclique *Rerum novarum* (Léon XIII, 1891) est considérée comme le précurseur *prophétique* des constitutions et décrets de Vatican II et de l'ensemble des enseignements autour "de ce qu'il est convenu d'appeler, depuis le radio-message de Pie XII pour la Pentecôte de 1941, la doctrine sociale de l'Eglise."⁵ Cette doctrine a progressivement élargi et approfondi son champ de compétence à l'ensemble des secteurs de la société, depuis le travail dans l'industrie au XIXème, en intégrant le social et le politique au XXème, jusqu'à l'économie, la finance et la mondialisation au XXIème. L'enjeu est l'amélioration de la *condition humaine* dans le cadre du «*projet divin*»⁶ tel que révélé par le Christ, soit : le «développement authentique» (*matériel* et *spirituel*). Ce développement est doublement conditionné par l'engagement *responsable* de l'homme et l'irruption de la *transcendance* divine. Sans la *charité*, l'engagement de l'homme butte sur l'immanence *prométhéenne* et conduit, par l'injustice et le mensonge, à l'anéantissement du caractère humain de l'homme dépositaire de l'*Imago Dei*. L'irruption de la transcendance à travers le prisme de la *foi*, de la *raison* et de la *charité*, amène l'homme à incarner cette image dans l'ensemble de ses activités. Les valeurs chrétiennes ont contribué et contribuent au «développement authentique» de l'humanité. Tel est en gros le contenu de la doctrine sociale de l'Eglise. La critique officielle de l'exercice, jusqu'à la publication de *Caritas in Veritate*, peut se résumer d'une phrase : "On ne peut nier son influence bénéfique sur les progrès de la justice, même s'il reste encore beaucoup à faire pour que notre monde se transforme selon l'esprit de l'Evangile"⁷

Je relève pour ma part six phénomènes générés dans l'espace culturel chrétien aux XX et XXIème, qui mettent en question la *pertinence*, non pas du contenu du message, mais de l'*offre* qui en a été faite (mettre en question n'est pas condamner, mais mettre en discussion, ici de façon constructive):

- 1- Deux Totalitarismes,
- 2- deux Guerres mondiales,
- 3- la Shoah,
- 4- le désenchantement des valeurs chrétiennes couplé à la montée des fondamentalismes,

¹ Ce document est basé sur mon résumé daté du 29 août 2009, disponible également sur www.pleiade.ch

² BENOÎT XVI, *Caritas in veritate, l'Amour dans la vérité*, (Libreria Editrice Vaticana, 2009), Saint-Maurice, Editions Saint-Augustin S.A., 2009.

³ COMPENDIUM DE LA DOCTRINE SOCIALE DE L'EGLISE, *Conseil pontifical Justice et Paix*, (Libreria Editrice Vaticana, 2005), Saint-Maurice, Editions Saint-Augustin, 2005. Cf. Avant-propos

⁴ Idem

⁵ Idem

⁶ Les termes et expressions entre crochets sont repris de ⁶ BENOÎT XVI, *op. cit.*, 2009.

⁷ COMPENDIUM, *op. cit.*, 2009. Cf. Avant-propos.

- 5- l'hégémonie d'abord économique, puis financière de nature spéculative, sur fond de dégradation général des conditions-cadres,
- 6- la crise actuelle, qui met en cause notre culture et notre identité judéo-chrétienne.⁸

2- CRITIQUE

21- Réactualisation par rapport à la situation du monde

Caritas in Veritate (CV) a pour but d'actualiser l'enseignement de Paul VI sur le «développement humain intégral» et se réfère à l'encyclique *Populorum progressio* de 1967.

Ce but peut être considéré comme atteint en soi. Il faut cependant encore se demander dans quelle mesure l'évolution de l'Eglise et celle du monde ne requièrent pas l'ouverture à une dimension plus large. Certes le «développement humain intégral», qui comprend les dimensions matérielles, morales, spirituelles et chrétiennes, demeure l'enjeu essentiel pour l'Eglise et celle-ci entend bien faire bénéficier l'univers de la Révélation dont elle est dépositaire. La question cependant est de savoir quelle crédibilité le monde occidental et ses valeurs représentent pour un monde asiatique dont l'autorité culturelle apparaît comme étant crédible et qui, avec sa puissance économique, se profile à un niveau de confrontation sur la plate-forme du marché unique et global. La question devrait aussi être de savoir quelle image réelle l'Eglise offre à un Occident dont la *laïcisation* s'accélère et les *valeurs* s'émeussent dans le *technicisme* et l'*hédonisme*. Je reviendrai sur la question de la pertinence.

Le but annoncé est atteint en soi car l'éventail de la doctrine présentée est très largement ouvert à l'ensemble des conditions d'évolution du «développement intégral», ce qui lui confère indéniablement un caractère d'analyse réaliste, globale et actuelle. A commencer par la dénonciation centrale de la ligne générale «prométhéenne», qui conduit au «désenchantement total» et à l'anéantissement de ce qui fait de l'homme un être humain (à l'image du Créateur). Les secteurs d'activités concernés sont clairement mis en exergue, notamment : économie, finance, social, bioéthique, psychologie, communication, ressources humaines, ainsi que les graves tendances dérivantes comme les fondamentalismes, l'eugénisme, l'avortement. Dans cette dérive qui apparaît profondément marquer la société actuelle, les moyens (qui sont des richesses participant au *Don* divin) apparaissent *confondus* avec les fins, et les principes de *charité*, de solidarité et de respect de la *dignité* humaine ne sont plus des critères reconnus. La *crise* actuelle est mentionnée en tant que résultante de la ligne prométhéenne. La dégradation des conditions-cadres dans l'ensemble du monde et l'aggravation des différences sont dénoncées. Le déficit de pouvoir des Etats (et de la justice «redistributive») dans une économie de marché globale où le pouvoir tend à se concentrer sur les propriétaires «actionnaires» est relevé comme dénaturant la nécessaire solidarité de l'Etat social. La précarité due au chômage, ainsi que la solitude, l'«une des plus profondes pauvretés», y sont justement dénoncées.

⁸ BRANDT Jean-Marie, *Obsolescence de l'offre religieuse*, thèse de doctorat sous la direction de Pierre Gisel, Faculté de théologie de Lausanne, 2009.

A relever particulièrement la dénonciation du *relativisme*, notamment d'un «christianisme réservoir de bons sentiments» conduisant à «relativiser le vrai». C'est au fondement même de la société, laquelle devrait être considérée dans sa dimension globale de «famille humaine», soit au niveau du *couple*, que le relativisme prête le plus fortement à conséquence.

On partage l'opinion que «l'exaspération des droits» amène l'émoussement des devoirs (*dérive judiciaire*) et que l'économie du *superflu* ferme la porte à l'économie du *nécessaire*. L'*écologie* n'est pas oubliée : elle fait partie des devoirs imposés par le «projet divin» qu'est la création. La confrontation entre les mondes de la transcendance et de l'immanence sur la plate-forme du marché unique et global n'y est pas oubliée non plus, ce qui permet de situer l'enjeu à son juste niveau : la *culture* dans sa corrélation avec la *religion*.⁹

En résumé l'encyclique, dans sa revue de la situation du monde et sous l'angle de l'actualisation de l'enseignement de Paul VI à propos du «développement authentique» et notamment de la doctrine sociale de l'Eglise, apparaît comme un miroir responsable et fidèle (conforme à la mission de l'Eglise dans la vérité) de la réalité. Cet état des lieux a l'autorité de ce que je qualifierai "d'expérience commune et largement partagée" et il me paraît ne présenter que quelques rares éléments contestables (par ex. : la position des actionnaires dans l'économie, la relation de la mobilité à la précarité, celle du développement démographique au bien-être, la neutralité éthique de la mondialisation). Bien entendu, il faut accepter, dans la *foi*, la position qui consiste à imposer la "solution" du Christ («*Agapé* et *Logos*») comme étant celle qui permet l'accès au «développement authentique», mais en relation avec le «fond commun» et l'«éthique» même hors christianisme, ce qui représente une ouverture vers l'*autre* qu'il faut saluer.

Il est heureux et pertinent que le Saint-Siège se positionne sous l'angle de sa mission propre, avec réalisme et détermination, par rapport au développement actuel de la société, même et surtout en s'ingérant dans des domaines d'où l'Eglise s'est ou a été exclue totalement ou partiellement (politique, économie, sciences). Le besoin d'un *retour aux valeurs* (les chrétiennes et les autres qui relèvent de «tout l'homme» et de «tout homme»), en premier lieu à l'*amour* dans la *transparence* de la *vérité* telle que perçue, en second lieu à l'*éthique*, correspond à un besoin urgent, fondamental et criant. Un apport essentiel me paraît tenir dans l'importance accordée à l'*autre*, chrétien ou non, par le rôle conféré au «bien commun» de l'humanité et aux principes éthiques, moraux, de «discernement» (chacun étant responsable, dans la transcendance de l'image divine qui lui est propre, de se forger une *opinion* en conscience) par rapport au bien, au bien-être. Il est précisé que les contraintes de première nécessité, comme la faim, l'éducation, la santé, la justice, la solidarité, le couple, la dignité de l'autre, comptent au nombre des préalables indispensables au développement de l'humanité en conformité avec le «projet divin». Cela signifie que ces préalables sont validés, même en l'absence d'une conversion à la vérité catholique du Christ. En outre, au plan religieux, c'est le message *chrétien* (et non pas catholique seulement) qui est mis en avant. On observe dans cette ouverture au respect de l'altérité de l'image divine en chaque homme et dans cette globalisation de la révélation christique, une réactualisation bienvenue de l'esprit de Vatican II.

⁹ Cf. BRANDT Jean-Marie, *op. cit.* 2009

22- Réactualisation par rapport à l'offre de l'Eglise

Le fait de s'engager dans l'analyse *responsable* du *développement* mondial à la fois sur le plan de la personne et sur celui de l'Etat, en ouvrant l'angle de vision à l'ensemble des cultures sans limitation de nature catholique ou chrétienne, le fait d'en tirer des manières d'*être* et d'*agir* qui soient dans la tradition de la doctrine de l'Eglise et qui se veulent simultanément adaptées aux besoins contemporains et globaux, doivent être saluées comme des initiatives pertinentes, *attendues*. Cette pertinence tient d'une part dans la présentation de la *crise* actuelle comme une *opportunité*, dans le fait que le besoin renforcé de revenir vers les *valeurs* est pour l'heure largement partagé, et d'autre part dans la nécessité de rappeler, avec l'autorité nécessaire, les positionnements *théologiques*, éthiques et sociaux qui sont le propre du Christianisme. Ma critique ne portera pas sur la pertinence théologique de la démarche et de son contenu étant donné le constat qui précède et la compétence reconnue du et des auteurs de l'encyclique. L'approche me paraît de toute façon classique ou traditionnelle en ce qui concerne le principe théologique de la doctrine sociale ainsi réactualisée de l'Eglise, le mode opératoire reposant sur des critères d'orientation morale dont le gisement remonte, je le souligne, au fondement de la tradition chrétienne, avec les innovations apportées notamment par *Populorum progressio*.

Ma critique porte sur la *pertinence* de cette offre par rapport à la *demande* ou au besoin, en m'efforçant de me situer à l'horizon de la réception qui est faite de l'image de l'Eglise. Le *besoin* ou la demande portent aujourd'hui sur l'autorité sacrée qui est au fondement de la *réponse ultime* donnée au *besoin ultime*.¹⁰ Il ne m'appartient pas et ce n'est pas le lieu ici, comme déjà dit, d'entrer dans l'appréciation de cette autorité sur le fond. Sur la *forme* cependant il me paraît nécessaire de souligner que cette autorité, si elle se considère pour partie sacrée et relever d'une compétence divine, n'en fait pas moins partie de la société. Constituée d'hommes, elle contribue certes au développement de la société, mais elle en est également partie *intégrante*. Au surplus ses représentants professent des vœux qui, aujourd'hui, les excluent des valeurs préconisées du couple et de la procréation, ainsi que des mondes politique et économique et, de plus en plus, de ceux des soins et de l'enseignement. Ces exclusions volontaires pour les premières et dictées par les circonstances pour les dernières, n'empêchent bien évidemment pas l'expérience du monde et en tous les cas pas la pratique de l'écoute, de la compassion et de la charité. Tout au plus expriment-elles un *paradoxe* dans l'être et l'agir. Concernant l'image en tous les cas, elles ne favorisent pas aujourd'hui la réception de l'autorité.

Le point fort à relever pour commencer est celui de la *dignité* de la personne humaine, ici mise en rapport avec la *transcendance* de l'*Imago Dei* au cœur de la personne, fût-elle baptisée ou non (ce qui, pour le «développement authentique» de l'homme en tant que membre de la «famille humaine», constitue un progrès radical dans le sillage de Vatican II) et qui permet, concernant l'image reçue, de confirmer l'ouverture de l'Eglise à «tout l'homme» et à «tout homme».

Ensuite les six phénomènes que j'ai mentionnés dans le chapitre INTRODUCTION devraient suffire, toujours dans la perspective de l'image et de sa réception, à justifier l'*extension* du champ

¹⁰ Cf. TILLICH Paul, *Dogmatique*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf Labor & Fides, 1997 [1925] et TILLICH Paul, *Théologie systématique I. Raison et révélation*, Québec / Paris / Genève : Les Presses de l'Université Laval / Les Editions du Cerf / Labor & Fides, 2000 [1951].

d'observation à l'être et à l'agir de l'Eglise. Ceci non pas dans la perspective encore hier à la mode du "désenchantement", ou celle d'un jugement de valeur absolue ou dogmatique dont le but serait la Vérité, mais dans celle de mettre en œuvre les principes d'*Agapé* et de *Logos*, et aussi de *solidarité responsable*, introduits par l'Eglise elle-même, cette fois-ci, en quelque sorte, à son bénéfice, qui d'ailleurs est le bénéfice de tous. Cette démarche à mes yeux fait défaut dans le texte, si ce n'est pour les phénomènes ci-dessus chiffrés de un à trois, au moins pour ceux chiffrés de quatre à six.

Si la doctrine sociale de l'Eglise porte bien sur la société actuelle, il paraît pour le moins discutable de ne pas inclure l'Eglise dans la société telle qu'elle évolue (pire : de l'en séparer artificiellement), comme aussi de ne pas étendre la critique à l'*autocritique*. C'est même ce déficit-là qui devrait représenter aujourd'hui l'enjeu prioritaire de la doctrine sociale de l'Eglise et être l'un des enjeux de *Caritas in Veritate*. Il s'agit bien de mettre en œuvre pour son compte propre les principes de «transparence» et de «vérité», et également de «solidarité». Certes depuis *Rerum novarum* l'Eglise a consenti à des travaux qualifiés de *prophétiques*, notamment avec Vatican II et sa production, ou encore l'encyclique *Populorum progressio*. *Prophétiques* en ce sens que ces travaux partent de la réalité du moment pour ouvrir sur le développement de la société (la famille humaine) dans la *vérité* et la *charité*, principes dénoués dans leur non-dissociabilité, en rétrécissant la citadelle des valeurs *absolues* pour donner de la place à la réalité de *l'autre*. C'est appliquer le principe de l'anamnèse nécessaire à toute herméneutique. Un exemple de travail *prophétique* est, dans le sillage de *Nostra Aetate* (déclaration conciliaire promulguée par Paul VI en 1965) la demande de pardon de Jean-Paul II face au Mur des lamentations pour les fautes commises contre le Peuple juif pendant quelque deux mille ans. Le Pape mettait en pratique cette parole juive selon laquelle "il ne sert pas de demander pardon à Dieu, avant d'obtenir le pardon de celui qu'on a offensé".

L'attente (la *demande*) porte sur une *offre* qui réponde de manière crédible au besoin de notre société actuelle. Pour être crédible l'offre religieuse doit se révéler *authentique* et *pertinente*. L'offre de l'Eglise est *authentique* dans la mesure où, principalement, son comportement est et apparaît comme étant pour partie celui d'une société humaine avec ses forces, ses faiblesses, et sa volonté de se développer dans la charité vers «l'homme authentique» en son sein également. Elle paraîtra authentique ensuite dans la mesure où, de surcroît, elle montre en toute transparence une étroite concordance entre sa profession de foi et ses actes. Il lui est par exemple devenu plus difficile de paraître authentique depuis que les schismes ont divisé la Chrétienté. D'un côté l'encyclique s'oriente dans ce sens quand elle dénonce l'excès des «bons sentiments» qui la conduisent au «relativisme» qui n'est ni la vérité, ni la justice. De même quand elle énonce sa responsabilité envers la création en mentionnant "une sorte d'écologie de l'homme, comprise de manière juste et nécessaire."¹¹ L'intérêt du propos tient dans le fait que l'Eglise dit devoir le faire valoir publiquement et qu'elle distingue l'écologie de la nature et l'écologie de l'homme, les deux étant en corrélation. Le problème naît du fait qu'on ne voit nulle part indiqué l'agir qui incombe à l'Eglise en l'espèce.

S'il apparaît comme étant normal que pour l'Eglise «l'homme authentique» soit celui qui oriente son *être* et son *agir* dans le *vrai* et le *juste* et de plus trouve dans le symbole de la Trinité la clé de la transcendance, il faut avec l'encyclique accepter qu'en dehors de cette perspective, il n'est pas de «développement authentique» de «tout l'homme» et «de tout homme». Dans la réception qui en peut être faite, en Asie, mais aussi en Occident, cette offre n'est authentique que par application

¹¹ BENOÎT XVI, *op. cit.* 2009, p. 90

d'un principe catégorique (de valeur absolue), lequel peut paraître enfreindre et contredire l'approche que l'encyclique préconise par une ouverture résolument élargie à la pluralité intrinsèque de la création (elle mentionne aussi la pluralité de «l'entrepreneuriat») et à l'altérité de la transcendance de la personne humaine.

Enfin les principes économiques développés sont souvent empreints de ce que je qualifierai d'"inexactitude non dommageable", dans le sens que l'enjeu du propos n'est pas la démonstration économique, mais l'intégration de l'éthique à tous les échelons de l'économie. Deux exemples : l'interdiction de la «spéculation» et la limitation du marché à la «justice commutative». La spéculation est dans la nature humaine et la définition des limites reste à établir. Il est dès lors un peu facile de se contenter de l'interdire ou d'appeler, comme tout le monde, à une nouvelle réglementation. La crise actuelle eût été un terrain fertile pour des approches inédites par leur concrétude en définitions éthiques (par ex. : interdire les *ventes short*). La justice commutative est représentée comme impliquant des agents égaux, or, dans l'approche libérale de l'économie de marché globale, les agents ne sont pas égaux, ne serait-ce que par la non-libéralisation des produits et services stratégiques, la règle montante de l'*exception* et les phénomènes bien connus en économie de *mimétisme* et de *mode*. De même il m'apparaît plutôt "mode" de mentionner la fiscalité, la transparence et la subsidiarité, comme étant des principes gouverneurs (bien qu'ils soient justes en soi).

3- CONCLUSION

L'encyclique à mes yeux atteint le but recherché, soit la réactualisation de l'engagement de l'Eglise dans le développement de l'homme et de la société. Elle constitue une confirmation bienvenue des ouvertures sur le monde, la pluralité et l'altérité de Vatican II, une injonction pertinente à la réorientation éthique des activités humaines et une proposition de foi dans le symbole de l'Incarnation en référence à la mission chrétienne dans son ensemble.

On peut penser qu'elle manque de pertinence par défaut d'authenticité en ce sens qu'elle appelle à l'éthique sans inclure l'Eglise dans la société qu'elle analyse, alors même qu'elle fait partie de cette société et qu'elle doit évoluer aussi en conséquence. Elle gagnerait à montrer qu'elle agit de façon solidaire dans la critique de l'être et de l'agir. Elle requière l'orientation éthique sans définir les moyens de l'application, si ce n'est par l'économie du don. Les clés que livre l'encyclique comme étant le propre de l'Eglise ou de la religion chrétienne, soient la solidarité dans l'amour (la charité), la justice et la vérité ne sont pas le propre de la Chrétienté. Ni les valeurs de la transcendance.

L'appel à la *solidarité* et à la *justice* dans l'*amour* et la *vérité* constitue une ouverture bienvenue et motivante dans le monde globalisé ; la référence à la doctrine, notamment à la *transcendance* et à la *réponse ultime* en *Christ*, indispensable dans ce contexte, passe plutôt bien. Le propos gagnerait en authenticité et donc en pertinence s'il englobait l'Eglise dans la société, dans l'analyse qui en est faite, et dans l'impératif de «développement intégral» relevé comme partie intrinsèque du «projet divin». L'Eglise n'échappe pas à l'évolution de la société, tout en étant la garante de la doctrine à laquelle elle se réfère. Les schismes en son sein et l'absence d'un travail concret et transparent à ce sujet limitent la portée de la doctrine sociale de l'Eglise, sans évidemment en condamner l'engagement. Ce serait à mes yeux une question de choix des priorités en lieu et place des opportunités.